

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 27 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 novembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SFTR**

ZI Chemin des marais  
51370 Saint Brice Courcelles

Références : MONTOIS-LA-MONTAGNE\_SFTR\_2022-12-09\_RAPVI\_AN-Elimination\_BMK\_24289  
Code AIOT : 0006201610

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement SFTR implanté Carrière Saint- Paul BP 24 57860 Montois-la-Montagne. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "acceptation des déchets dans les installations d'élimination" et sur la réception des travaux de couverture finale au niveau des flancs de la subdivision 1 mais également de la subdivision 3.1 du casier de Montois III.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SFTR
- Carrière Saint- Paul BP 24 57860 Montois-la-Montagne
- Code AIOT : 0006201610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SFTR exploite une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande depuis 1977. Les activités mises en œuvre relèvent notamment des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2760.2 classant les installations de stockage de déchets non dangereux ;
- 3540 classant les installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30 du Code de l'Environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

La zone actuellement en exploitation (casier Montois III) est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifiant certains articles de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 autorisant la société SITA FD à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande. L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 a acté le changement d'exploitant au profit de la société SFTR.

De plus, l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (autorisation sous la rubrique ICPE 2760) est applicable à l'établissement.

Enfin, dans le cadre de la loi AGECS (loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire), le décret n°2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux est venu renforcer les dispositions relatives à la justification du respect des obligations de tri avant élimination des déchets par mise en décharge ou incinération. Ces dispositions s'appliquent pour l'ISDND de Montois-la-Montagne. Il est à noter qu'une période de tolérance a été accordée par le ministère de la transition écologique jusqu'au 31 décembre 2022 afin que les exploitants expérimentent les modèles proposés sur le site du ministère de caractérisation des déchets en vue de se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires des articles R.541-48-3 et R.541-48-4 du code de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale "acceptation des déchets dans les installations d'élimination" ;
- travaux de réalisation de la couverture finale du flanc de la subdivision 1 et subdivision 3.1 du casier de Montois III.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Couverture finale subdivision 1 (flanc) et 3.1 du casier de Montois III	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation des déchets en cas de doute	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3-IV (partiel)	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation des déchets	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3-IV (partiel)	/	Sans objet
3	Installation d'un système de vidéosurveillance au déchargement des déchets	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1 I et II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Période d'indisponibilité du dispositif de contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1 IV (partiel)	/	Sans objet
5	Admission des déchets - registre des refus	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 7 (partiel)	/	Sans objet
6	Justification respect obligations de collecte séparée	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4 II	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant de l'ISDND de Montois-la-Montagne a pris en compte les exigences du décret du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux. À l'heure actuelle, l'exploitant n'a reçu de la part des producteurs de déchets qu'un rapport de caractérisation annuel des déchets (point de contrôle n°2).

Le service commercial "collectivités et entreprises" du groupe SUEZ a communiqué aux producteurs de déchets courant octobre 2022 les informations sur les différentes évolutions relatives à la gestion des déchets (notamment les exigences du décret du 16 septembre 2021) et les obligations qui leur incombent. Il leur a été rappelé qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, si ces derniers n'ont pas fourni le rapport annuel de caractérisation des déchets ainsi que leur attestation sur l'honneur justifiant du respect des obligations de tri prescrites par le code de l'environnement, leurs déchets ne pourront pas être pris en charge par l'exploitant de l'ISDND de Montois-la-Montagne (point de contrôle n°2).

Dans le cadre de la loi AGECE, l'exploitant a bien procédé à l'installation d'un système de vidéosurveillance, système effectif depuis juillet 2022 (point de contrôle n°3). Par ailleurs, l'exploitant tient à jour un registre des interventions et des indisponibilités des caméras depuis début juillet 2022. En tout, ce dispositif a été indisponible environ 1 jour et 7 heures depuis début juillet 2022 (point de contrôle n°4).

L'exploitant tient à jour un registre des refus des déchets entrants. Sur les trois premiers trimestres de l'année 2022, ce sont au total 17 refus de déchets non autorisés qui sont comptabilisés pour l'ISDND de Montois-la-Montagne (point de contrôle n°5).

Par échantillonnage, l'inspection a pu constater la justification du respect des obligations de collecte séparée par les collectivités territoriales (point de contrôle n°6) : les fiches d'information préalable contiennent une partie relative à l'attestation du producteur (attestation sur l'honneur que ce dernier respecte les obligations de collecte séparée et de mise en place d'un tri à la source).

Enfin, l'exploitant a transmis à Monsieur le préfet de Moselle les rapports établis par l'organisme tiers ACOSOL concernant les travaux de réalisation de la couverture finale (flanc de la subdivision 1 et subdivision 3.1). Par contre, aucune justification n'est apportée sur la pente générale du dôme de la subdivision 3.1 qui doit être de 5%. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois la justification de la pente générale du dôme de la subdivision 3.1. Une comparaison entre la topographie du plan de réaménagement final figurant à l'annexe 3 du porter à connaissance de l'exploitant du 14 mars 2019 et le plan topographique est attendue. Une ou plusieurs coupes en long de cette subdivision seraient appréciées (point de contrôle n°7).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation des déchets en cas de doute

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3-IV (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.  Cette procédure comporte notamment : [...] 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré à l'inspection que le contrôle visuel des déchets s'effectue au déchargement des camions, par le conducteur du compacteur se trouvant en contrebas du quai de déchargement. L'exploitant a présenté à l'inspection sa procédure relative à l'acceptation des déchets sur son site. Par contre, l'exploitant indique que cette procédure sera mise à jour du fait de la loi AGECE (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) introduisant le rapport de caractérisation annuel des déchets ainsi que les seuils des déchets non dangereux valorisables avec les dates d'application associées (article R.541-48-3 du code de l'environnement).  Par ailleurs, lors de l'admission des camions au niveau du pont bascule à l'entrée de site, l'exploitant déclare que l'opérateur questionne le chauffeur du camion pour connaître la typologie des déchets entrants. Si le chargement n'est pas conforme, ce dernier n'est pas accepté sur le site et n'est pas autorisé à se rendre au quai de déchargement. Par exemple, une fiche de refus de déchets a été transmise par l'exploitant à l'inspection le 13 juin 2022 : elle concerne le refus le 18 mars 2022 de prise en charge des déchets du producteur Mairie de Hagondange du fait de déchets non conformes (présence importante de cartons).  L'exploitant indique qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas eu de doute lors de déchargements de déchets au quai de déchargement. L'exploitant explique que les producteurs de déchets et les centres TTR sont sensibilisés sur le pourcentage des déchets non dangereux valorisables interdits en ISDND et qu'en moyenne, les déchargements comportent entre 15 à 20 % maximum de déchets valorisables.  L'exploitant déclare que le site de l'ISDND de Montois-la-Montagne est un site acceptant les déchets (hors ordures ménagères) d'environ une centaine de petits producteurs (quantité de déchets inférieure à une dizaine de tonnes par an) et une vingtaine d'autres producteurs (centre TTR, collectivités via leurs déchetteries). Les ordures ménagères représentent quant à elles entre 50 et 60 % des déchets pris en charge annuellement sur le site.
<b>Observations :</b> Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra disposer de sa procédure relative à l'acceptation des déchets sur son site intégrant les évolutions introduites par la loi AGECE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3-IV (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.- L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré à l'inspection que son service commercial "collectivités et entreprises" a communiqué aux producteurs de déchets courant octobre 2022 les informations sur les différentes évolutions relatives à la gestion des déchets (notamment les exigences du décret du 16 septembre 2021) et les obligations qui leur incombent.</p> <p>Il leur a été rappelé qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, si ces derniers n'ont pas fourni le rapport annuel de caractérisation des déchets ainsi que leur attestation sur l'honneur justifiant du respect des obligations de tri prescrites par le code de l'environnement, leurs déchets ne pourront pas être pris en charge par l'exploitant de l'ISDND de Montois-la-Montagne.</p> <p>Durant la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter à l'inspection un rapport annuel de caractérisation d'un de ses producteurs de déchets. Il a indiqué que sa filiale, la société SUEZ RV Lorraine basée à Fameck (centre TTR), est en cours de réalisation d'une caractérisation de ses déchets. Par courriel du 5 décembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection ce rapport de caractérisation annuel pour ce centre TTR. Daté du 10/11/2022, ce rapport reprend la trame du tableau du modèle de caractérisation qui a été mise à la disposition des acteurs du traitement de déchets sur le site internet du Ministère de la Transition Écologique.</p> <p>En pièce jointe au présent rapport se trouve le questionnaire établi par le bureau de la planification et de la gestion des déchets (BPGD) du Ministère de la Transition Écologique, rempli.</p>
<p><b>Observations :</b> Une période de tolérance a été accordée par le ministère de la transition écologique jusqu'au 31 décembre 2022 afin que les exploitants expérimentent les modèles proposés sur le site du ministère en vue de se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires des articles R541-48-3 et R541-48-4 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Installation d'un système de vidéosurveillance au déchargement des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1 I et II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de vidéosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.  Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2021 : <ul style="list-style-type: none"><li>• aux installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>• aux installations d'incinération de déchets relevant de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</li></ul> Elles ne sont pas applicables : <ul style="list-style-type: none"><li>• aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit ;</li><li>• aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.</li></ul> II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre I <sup>er</sup> , du chapitre I <sup>er</sup> du titre IV et du titre I <sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.  Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : <ul style="list-style-type: none"><li>• les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</li><li>• la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré que ce système de vidéosurveillance a été installé courant mai 2022 et est effectif depuis juillet 2022.  Sur site, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>• les caméras de vidéosurveillance sont placées au niveau de l'aire du quai de déchargement : l'une permet d'enregistrer la plaque d'immatriculation de chaque camion, et deux autres permettent la visualisation des opérations de déchargement des camions ;</li><li>• dans le local situé à proximité du pont bascule, un écran permet de visualiser les camions transitant sur le site ainsi que les opérations de déchargement des déchets. L'opérateur a pu effectuer un zoom sur les déchets déversés au niveau du quai de déchargement.</li></ul> L'exploitant a indiqué que les données acquises via ces caméras sont enregistrées sur site ainsi que sur un serveur déporté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Période d'indisponibilité du dispositif de contrôle vidéo**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1 IV (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Période d'indisponibilité du dispositif de contrôle vidéo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.  Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année.  Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection le registre des interventions et des indisponibilités des caméras qui est tenu à jour au poste de contrôle depuis début juillet 2022. Sur ce registre, sont mentionnées les divers problèmes rencontrés, comme une connexion perdue, ou une coupure de courant générale (coupure du 6 octobre 2022 pour une durée de 9 heures du fait des opérations liées au branchement des installations de la WAGABOX - unité d'épuration du biogaz). En tout, ce dispositif a été indisponible environ 1 jour et 7 heures depuis début juillet 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Admission des déchets - registre des refus**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 7 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des refus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées [...] un registre des refus.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare : <ul style="list-style-type: none"><li>• tenir à jour un registre des refus de déchets via son logiciel "SYNERGIE", interface qui a été présentée à l'inspection lors de la visite ;</li><li>• que les refus de tri sont souvent liés à l'absence de FIP (Fiche d'Information Préalable) à jour et signée de la part des producteurs, et sur le fait que le conducteur du camion déclare la présence de tels déchets dans son chargement (cf. point de contrôle n°1).</li></ul> Par ailleurs, l'inspection est destinataire des courriels de l'exploitant dans lesquels sont transmises les fiches de refus de vidage sur son ISDND. Sur les trois premiers trimestres de l'année 2022, ce sont au total 17 refus de déchets non autorisés qui sont comptabilisés pour l'ISDND de Montois-la-Montagne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Justification respect obligations de collecte séparée**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4 II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Justification respect obligations de collecte séparée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L.2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection différentes fiches d'information préalable concernant la prise en charge des ordures ménagères (code déchet n°200301) de collectivités :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• FIP n°2022-06-MONT-210283 valable jusqu'au 30 juin 2023 pour la prise en charge des ordures ménagères du SIRTOM du secteur de Briey, Vallée de l'Orne et Jarnisy ;</li><li>• FIP n°2022-06-MONT-226492 valable jusqu'au 30 juin 2023 pour la prise en charge des ordures ménagères de la Communauté de Communes de Damvillers Spincourt.</li></ul> <p>Ces FIP contiennent une partie relative à l'attestation du producteur : attestation sur l'honneur que ce dernier respecte les obligations de collecte séparée et de mise en place d'un tri à la source. Les deux producteurs mentionnés ci-dessus ont signé numériquement cette attestation.</p> <p>Par ailleurs, la FIP n°2022-06-MONT-219605 valable jusqu'au 18 novembre 2023 pour la prise en charge des encombrants tout venant de la déchetterie d'Hayange (producteur le SYDELON - code déchet n°200307) a été présentée à l'inspection. L'attestation du producteur est également bien présente et signée numériquement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Couverture finale subdivision 1 (flanc) et 3.1 du casier de Montois III**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 47.4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Couverture finale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La couverture finale des subdivisions 1 et 3.1 du casier de Montois III a une structure multicouche avec au minimum du bas vers le haut : <ul style="list-style-type: none"><li>• une couche de forme de 50 cm de matériaux inertes ;</li><li>• une géomembrane en PEHD ;</li><li>• un géosynthétique drainant ;</li><li>• un géosynthétique de renforcement ;</li><li>• une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale de :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ 30 cm sur les flancs des subdivisions à aménager ;</li><li>◦ 80 cm sur les dômes des subdivisions à aménager ainsi qu'au droit des risbermes des flancs de ces subdivisions.</li></ul></li></ul> [...] Des contrôles de l'épaisseur de ces matériaux de couverture seront réalisés pour attester de la conformité de l'épaisseur mise en œuvre. [...] Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.  La géométrie du réaménagement final se présente sous la forme d'un dôme de pente générale 5 %. Le plan de réaménagement final respecte les plan et profil figurant à l'annexe 3 du porter à connaissance de l'exploitant du 14 mars 2019.  Cette pente permet de diriger toutes les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte et ne doit cependant pas créer de risque d'érosion de la couverture en place.  La cote maximale du terrain réaménagé sur la partie à exploiter de l'ISDND est de 300 m NGF.  Afin de favoriser l'intégration du site dans son environnement, le dôme de réaménagement est végétalisé.  La plantation éventuelle de végétation ligneuse n'est autorisée que sur des zones non concernées par le stockage de déchets.
<b>Constats :</b> Par courrier du 28 février 2022, l'exploitant a transmis à Monsieur le préfet de Moselle les rapports suivants établis par l'organisme tiers ACOSOL : <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport n°04-19-3/A de février 2022 relatif aux travaux de réalisation de la couverture finale du flanc de la subdivision 1 du casier de Montois III ;</li><li>• rapport n°48-20-2/A de février 2022 relatif aux travaux de réalisation de la couverture finale de la subdivision 3.1 du casier de Montois III.</li></ul> Ces rapports, dans lesquels sont joints les plans topographiques, confirment l'exécution des travaux et leur conformité vis-à-vis des exigences fixées à l'article 47.4 susvisé : <ul style="list-style-type: none"><li>• les contrôles de l'épaisseur de la couche de forme de la couverture finale de la subdivision 3.1 et du flanc de la subdivision 1 via différents sondages montrent une épaisseur conforme (épaisseur &gt; 60 cm, pour un objectif d'au moins 50 cm) ;</li><li>• les contrôles de l'épaisseur de la couche de revêtement de la couverture finale de la subdivision 3.1 et du flanc de la subdivision 1 via différents sondages montrent une épaisseur conforme (épaisseur &gt; 90 cm au niveau du dôme et des risbermes – pour un objectif d'au moins 80 cm et épaisseur &gt; 35 cm au niveau des flancs - pour un objectif d'au moins 30 cm) ;</li></ul>

Sur les plans topographiques joints, l'inspection constate que la cote maximale du terrain réaménagé ne dépasse pas 300 m NGF (293,69 m NGF point le plus haut du dôme de la subdivision 3.1 et 290,53 m NGF pour le point le plus haut du flanc de la subdivision 1). Par contre, le rapport n°48-20-2/A de février 2022 ne statue pas sur la pente générale du dôme de la subdivision 3.1 qui doit être de 5%. Aucune coupe transversale n'est présentée qui aurait pu justifier cette pente.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le dôme de la subdivision 3.1 est végétalisé et qu'aucune végétation ligneuse n'est présente sur les parties constituant le casier Montois III.

**Observations :** Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois la justification de la pente générale du dôme de la subdivision 3.1. Une comparaison entre la topographie du plan de réaménagement final figurant à l'annexe 3 du porter à connaissance de l'exploitant du 14 mars 2019 et le plan topographique est attendue. Une ou plusieurs coupes en long de cette subdivision seraient appréciées.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet